



## **CTR du 6 décembre 2016 : Déclaration liminaire - réseau OPCO AG : des promesses non tenues**

Madame la Présidente,

L'intersyndicale a recommencé à siéger en Comité Technique de Réseau (CTR), après de longs mois de boycott, dans l'**espoir d'y trouver des informations** ardemment attendues par nos collègues.

Nous ne vous apprenons évidemment rien, puisque cela constitue le pivot de votre politique de directrice générale : **les suppressions d'implantations douanières ne marquent aucune pause depuis maintenant plusieurs décennies**. Et tous les douaniers observent qu'un coup d'accélérateur est donné, particulièrement sur le réseau Opérations Commerciales Administration Générale (OPCO AG). Les processus de concentrations s'opèrent simultanément : comptabilité, fiscalité, dédouanement.

Sauf que désormais, ces années de destruction de la carte douanière nationale ont tellement réduit celle-ci que **les nouvelles fermetures vont contraindre les agents à d'importantes mobilités géographiques**. Une de vos cadres nous a d'ailleurs confessé que les prochaines années allaient être marquées par « *de grandes migrations douanières* ».

C'est effectivement ce qui se produit : **de nombreux départements n'accueilleront plus aucun bureau ou brigade**, cette réduction du réseau devient telle que des directions régionales entières vont disparaître. Au passage, nous observons que l'engagement ministériel de 2014 de retirer du Plan Stratégique Douanier (PSD) la suppression des services régionaux est contourné en vidant de toute substance les Directions Régionales (DR). Tactiquement, nous devons reconnaître que vous avez de la suite dans les idées et que vous parvenez, patiemment, à vos fins. Nous observons par contre que cet acharnement administratif ruine la confiance des douaniers envers leur direction.

Cette tactique de la destruction par mort lente se poursuit jusque dans l'enceinte des Comités Techniques (CT). **Partout, tout le temps, depuis un an, nous vous demandons de nous fournir une cartographie douanière, à échéance de plusieurs années**. Ce n'est pas une lubie de notre part mais le relais d'une demande très forte des collègues. En effet, ceux-ci ont bien conscience que l'administration a l'intention de fermer de nombreux services. Mais, sans information officielle, ils doivent s'en remettre aux informations partielles distillées par la hiérarchie locale, aux spéculations, aux rumeurs. Et ils demeurent dans l'incapacité de se projeter vers l'avenir et d'organiser, au moins pour un terme de quatre à cinq années, leur vie professionnelle et personnelle.

Lors d'un entretien le 16 mars dernier, **le conseiller du ministre nous avait promis une cartographie OPCO AG, pour une échéance 2020, avant la fin de l'été**, à l'image de ce qui avait été concédé pour la SURV (sous pression du plan anti-terro). Là encore, cette promesse n'a pas été tenue puisque le CTR du 11 juillet ne nous a fourni qu'une liste des services dont la fermeture pouvait être prononcée en CTR ou en Comités Techniques des Services Déconcentrés (CTSD) en 2016.

Et nous ne pouvons que malheureusement constater que, **pour ce dernier CTR de l'année, il n'est toujours pas question de nous communiquer cette carte du réseau douanier**, que vous avez pourtant bien en tête (compte tenu de la minceur de ce réseau, cela doit pas vous occasionner beaucoup de migraines). Sur cette question, nous devons nous contenter d'un bilan des fermetures prononcées durant l'année qui vient de s'écouler ! Nous vous remercions chaleureusement, mais nous avons été capables de dresser ce sinistre tableau nous-mêmes.

**Nous comprenons bien pourquoi vous persistez à agir de cette façon là** : une annonce brutale, frontale, de la fermeture de dizaines de bureaux, de DR vidées de services opérationnels, entraînerait une prise de conscience trop forte des douaniers et risquerait de compromettre vos projets, comme cela l'a été en 2013 et 2014. Ce retour aux annonces dispersées, éparses, laissées aux bons soins de Directeurs Interrégionaux (DI) qui arrondissent les angles en laissant entendre que, par exemple, des surnombres pourront être prolongés au-delà de deux ans quand vous nous affirmez l'inverse au niveau national, permet de déstructurer en paix...

Si cela sert vos projets, **l'intersyndicale vous précise que ce refus de tenir votre engagement à une vraie transparence est absolument néfaste** et détestable dans le réseau, empêche les douaniers et les douanières de construire leur vie, et fait de nos collègues des agents en sursis. C'est inacceptable.

À chaque CT, à chaque rencontre avec Mme la sous-directrice A, nous répétons que cette cartographie, cette transparence est indispensable. Nous sommes naïfs et avons à chaque fois l'espoir que le management par le cynisme touchera à sa fin. **Vous nous communiquez le Plafond Autorisé d'Emplois (PAE) : il aurait été utilement complété par une liste des emplois vacants en AG OPCO**. Mme Debaux nous avait laissé entendre que nous aurions pu disposer de ce document. Ce n'est visiblement pas pour cette fois.

**L'intersyndicale ne considère sûrement pas que les sujets inscrits à l'ordre du jour sont sans intérêt** : arme longue, PAE, emploi des moyens anti terro... Mais nous allons encore nous embarquer pour une longue séance marathon qui nous emmènera jusque très tard ce soir sans que le sujet majeur, à savoir celui de l'avenir du réseau douane, ne soit évoqué directement et franchement.

**Cette volonté farouche et jusqu'au boutiste de ne pas débattre de ce qui préoccupe les douaniers discrédite tout le monde** : les instances de dialogue social, les représentants du personnel, oui, et, bien sûr, l'encadrement de la DGDDI. Cette pratique délibérément négligente de la démocratie sociale entretient la perte de confiance envers les institutions contribue, à son niveau, au climat politique et social délétère du pays.

Alors, comme à chaque fois, nous vous le demandons : **donnez nous cette foutue cartographie douanière ! Faites preuve de transparence et de responsabilité !** Pensez aux agents qui ne peuvent plus organiser leur vie !

En leur nom, nous vous en remercions par avance.